



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique de l'emploi

Question au Gouvernement n° 3974

Texte de la question

EMPLOI

M. le président. La parole est à Mme Marie-Hélène Amiable, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

Mme Marie-Hélène Amiable. Monsieur le Premier ministre, dans quelques minutes, les députés UMP et Nouveau Centre adopteront le funeste projet de TVA sociale (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*) que vous avez imposé, avec Nicolas Sarkozy, à quelques semaines des élections pour pouvoir octroyer un nouveau cadeau de 13 milliards d'euros au MEDEF. (*Nouvelles exclamations sur les mêmes bancs.*)

Les députés du Front de gauche refusent ce coup de force opéré contre les Français, contre leur pouvoir d'achat et leur système de protection sociale. Et puisque le Président de la République vient de se découvrir un penchant pour les référendums, nous le mettons au défi de consulter le peuple sur cette nouvelle hausse de la TVA, l'impôt le plus injuste qui soit. (*" Très bien ! " sur plusieurs bancs du groupe GDR.*)

Contrairement à ce que vous affirmez, ce n'est pas en fiscalisant une part des cotisations sociales que vous soutiendrez l'emploi en France, car vous porterez atteinte au premier moteur de la croissance : la consommation.

M. Christian Vanneste. Le premier moteur, c'est le travail !

Mme Marie-Hélène Amiable. Le coût du travail n'est pas plus important en France qu'ailleurs. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Il est en dessous de la moyenne des pays de l'Union européenne, avec qui nous réalisons 70 % de nos échanges.

M. Yves Nicolin. Baratin !

Mme Marie-Hélène Amiable. En réalité, votre priorité n'est ni les 4,8 millions d'inscrits à Pôle Emploi, ni la désindustrialisation qui ruine notre pays. Ce qui vous mobilise, c'est d'accroître un peu plus la rémunération du capital, c'est de soutenir l'appétit sans limite de ces actionnaires et de ces grands patrons qui menacent de fermer nos usines à Florange et ailleurs, c'est de suivre le modèle allemand où 17 % des habitants vivent sous le seuil de pauvreté !

M. Michel Herbillon. C'est une caricature, ce n'est pas une question !

Mme Marie-Hélène Amiable. Interdiction des licenciements boursiers, remboursement des aides publiques pour les entreprises qui délocalisent, droit de reprise pour les salariés, voilà des mesures courageuses pour l'emploi.

M. Michel Herbillon et M. Yves Nicolin. Il reste cinq secondes, quatre, trois, deux, une. Stop ! (*Exclamations sur les bancs du groupe GDR.*)

M. le président. Je vous en prie. Puisque c'est comme ça, je laisse un peu de temps à Mme Amiable.

Mme Marie-Hélène Amiable. Le 29 février prochain, à la veille du Conseil européen, nous soutiendrons les peuples de toute l'Europe qui diront leur refus de vos politiques d'austérité et d'injustices. Que leur répondrez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et SRC.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement.

Mme Valérie Pécresse, ministre du budget, des comptes publics et de la réforme de l'État, porte-parole du Gouvernement. Madame la députée, pour nous, la première des injustices, c'est le chômage. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

C'est pour cela que le Président de la République a souhaité, à quelques semaines des élections présidentielles, que le Parlement, dont la légitimité démocratique est tout aussi grande que celle du peuple, puisse adopter une grande réforme qui améliore la compétitivité de nos entreprises.

M. Albert Facon. La légitimité de quoi ?

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Quel est l'objectif de cette réforme, dont je vous rappelle qu'elle a été demandée en 2010 par le FMI, à l'époque présidé par un socialiste désormais célèbre,...

M. Franck Gilard. Votre idole !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...parce que le FMI estimait qu'il fallait que nous baissions les charges sur les salaires et que nous les transférions sur la consommation pour créer de l'emploi ? Cette réforme, nous estimons qu'elle va créer entre 75 000 et 120 000 emplois. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Pourquoi ? Parce que nous allons baisser le coût du travail.

Voilà, madame la députée, quel est notre projet : créer de l'emploi pour les familles de France.

M. Philippe Plisson. Un million de chômeurs de plus !

M. Christian Paul. Il faut partir !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. Quel est votre projet, à vous, l'opposition ? ("*Aucun !*" sur plusieurs bancs du groupe UMP.) Augmenter de 50 milliards d'euros les impôts ? Augmenter le coût du travail de 5 milliards d'euros ? Fragiliser nos retraites, revenir sur la réforme de la taxe professionnelle ? Croyez-vous que tout cela va créer de l'emploi ?

Vos déclarations d'amour aux PME,...

M. Franck Gilard. À la Corée du Nord !

Mme Valérie Pécresse, *ministre*. ...ce sont des déclarations d'impôt (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), ce sont des déclarations destructrices d'emplois, ce sont des déclarations qui vont casser la croissance et Dieu sait qu'elle est fragile aujourd'hui. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Marie-Hélène Amiable](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3974

Rubrique : Emploi

Ministère interrogé : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Ministère attributaire : Budget, comptes publics et réforme de l'État

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 22 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 22 février 2012